

Gabriel Billecocq (fsspx)

La contre-révolution

Considérations philosophiques sur la révolution

UN CHANGEMENT BRUTAL, UNE COUPURE

Le mot *révolution* exprime parfaitement l'idée et la réalité sous-tendues. L'origine latine est le verbe *revolvere* qui veut dire rouler, imprimer un mouvement circulaire. Signifiant donc premièrement le retour périodique d'un astre à un point de son orbite,¹ le mot a par la suite désigné le changement brutal d'une situation. D'un retour à l'origine (premier sens) on en est arrivé à un retournement de situation (deuxième sens).

C'est ce deuxième sens qui caractérise essentiellement les révolutions d'ordre politique et sociale. Très concrètement, la réalité par excellence exprimée par le mot désigne la révolution dite française de

Gabriel Billecocq (fsspx), Institut Saint-Pie X
g.billecocq@fsspx.email • ORCID number: none

¹ Cf. dictionnaire en ligne CNRTL : <https://www.cnrtl.fr>, origine attestée au XIII^e siècle.

1789. Il s'agit de la révolution par antonomase, celle d'après laquelle toutes les autres seront nommées. On peut dire que 1789 est l'archétype de toute révolution.

Dans notre entretien, ce sera donc d'abord de cette révolution dont nous voudrions parler : elle est le modèle de toutes les autres révolutions, et surtout, elle contient en germe tous les principes de retournement de la société française, mais aussi de toutes les sociétés.

Mais nous appliquerons aussi ce sens à une autre révolution, certes politique, mais plus profondément ecclésiastique.

En effet, il existe deux types de sociétés parfaites : l'Etat et l'Eglise. Elles sont d'un ordre différent. La première concerne les réalités purement humaines et naturelles, la seconde est fondée sur des réalités spirituelles au sens de surnaturelles² et oriente la vie de l'homme vers sa fin dernière qui est surnaturelle.

Si la société naturelle a connu sa révolution d'abord en 1789, on peut dire en toute vérité que l'Eglise a aussi eu sa propre révolution avec le Concile Vatican II³. Ce sont les acteurs eux-mêmes du Concile qui l'ont affirmé. Le cardinal Ratzinger l'atteste assez clairement : « De tous les textes du II^e Concile du Vatican, la constitution pastorale "Sur l'Eglise dans le monde de ce temps" (*Gaudium et Spes*) a été incontestablement le plus difficile, et aussi, du côté de la consti-

² Il ne faut pas se méprendre sur le mot spirituel. Il est fréquent de rencontrer cette confusion qui consiste à dire que tout ce qui est spirituel est surnaturel. En réalité, c'est l'inverse. Le spirituel s'oppose au matériel et n'en est pas moins naturel. L'âme de l'homme, ses pensées, ses raisonnements, ses vertus sont spirituels car ils concernent l'esprit de l'homme, mais sont aussi naturels parce qu'ils définissent l'homme en tant qu'homme. En revanche, le surnaturel dépasse la capacité de l'homme, lui vient de Dieu et se greffe sur ce qu'il a de spirituel : son âme et ses puissances. C'est de là que vient la confusion.

³ Le concile Vatican II (1962–1965) a été convoqué par le pape Jean XXIII et achevé par le pape Paul VI.

tution sur la liturgie et du décret sur l'œcuménisme, le plus riche en conséquences. [...]

Si l'on cherche un diagnostic global du texte, on pourrait dire qu'il est (en liaison avec les textes sur la liberté religieuse et sur les religions du monde) une révision du *Syllabus* de Pie IX, une sorte de contre-Syllabus. [...]

Contentons-nous ici de constater que le texte joue le rôle d'un contre-Syllabus, dans la mesure où il représente une tentative pour une réconciliation officielle de l'Église avec le monde tel qu'il était devenu depuis 1789. »⁴

Cette révolution ecclésiastique, tout comme la révolution française est un retournement. Elle marque une rupture, un changement brutal, une cassure avec ce qui précédait, ainsi qu'une destruction de l'état de fait existant.

Reste à définir en quoi consistent ces changements.

DES PRINCIPES DESTRUCTEURS

Pour comprendre la nature destructrice de la révolution, il faut comprendre l'ordre que représente une société.

Philosophiquement, la société est un tout, un ensemble ordonné de parties, qui se distingue des réalités statiques et substantielles. On dit que la société est un tout d'ordre, un tout d'action. On signifie par là que toute société est un ensemble de relations faites d'actions ordonnées au bien de la société, appelé aussi bien commun. Le principe qui permet l'unité de ce tout, c'est d'une part l'autorité en tant qu'elle entretient les relations entre chaque partie et d'autre part l'ac-

⁴ Joseph, cardinal Ratzinger. *Les principes de la théologie catholique – Esquisse et matériaux*. Collection Croire et Savoir, ed. Téqui 1985, p.423–427. Pour le cardinal Suenens, « le concile a été 1789 dans l'Église », et pour Congar, « l'Église a fait sa Révolution d'octobre » au concile.

tion de chaque partie sous l'égide de l'autorité en vue du bien commun.⁵ Pour l'Eglise, Notre-Seigneur est l'autorité suprême dont le pape est le vicaire sur terre ; la foi et les sacrements sont le bien commun qui fondent la charité et l'union à Dieu.

Le but de la révolution est de renverser cet ordre, et pour ce faire elle s'en prend aux principes mêmes de l'ordre et de l'unité. Mais ce qu'il faut saisir, c'est que une révolution n'est pas une génération spontanée, ni une action instantanée qui verrait le jour soudainement. Elle est d'abord une pensée qui se fait jour, se répand dans des cercles intimes, puis de là gagne la population et enfin peut passer à l'acte.

La révolution dite française, tout comme la révolution de Vatican II a suivi ce processus. Les salons de discussions, les philosophes et les encyclopédistes, les pamphlets et la littérature critique⁶ ont été la préparation avant gardiste de la révolution. De même le mouvement liturgique, les essais de réforme très circonscrits, les discussions œcuméniques du début du XX^e siècle, les réunions théologiques des cardinaux allemands et autrichiens pour contrer le programme du concile ont été les chambres de réflexion qui ont véhiculés le poison mortifère de la révolution ecclésiastique.⁷

Le principe qui régit l'action révolutionnaire est la destruction de l'ordre. Pour ce faire, on peut résumer l'action à promouvoir (et donc l'idée à véhiculer) à deux points.

⁵ Ces notions philosophiques ardues et qui demanderaient à elles seules une conférence sont excellemment bien développées dans *L'humanisme politique de saint Thomas* du père Louis Lachance o.p., réédité chez Quentin Moreau en 2015.

⁶ On pense par exemple à Bayle et Fontenelle, Montesquieu et Voltaire. A travers un style riche et agréable, ils ont su remettre en cause les croyances et conceptions de leur contemporains, semant une instabilité et un doute intellectuelle, point d'ancrage de toute nouvelle doctrine.

⁷ Cf. entre autres ouvrages *Le mouvement liturgique* de Didier Bonnetterre et *Le Rhin se jette dans le Tibre* de Ralph Wiltgen. On peut aussi lire avec profit *Il faut que Rome soit détruite* de Marc Dem.

Le premier est la suppression de l'autorité, puisque c'est elle qui unifie, ordonne et coordonne toutes les parties en un tout en vue du bien commun. C'est la raison pour laquelle le triomphe de la révolution se fait dans la décapitation du roi Louis XVI. Ce régicide est suivi plus tard par la promotion d'une espèce de démocratie où personne n'aurait l'autorité. De même, au concile Vatican II, il y a eu l'essai de prôner une collégialité où le pape n'aurait plus l'autorité suprême. Avec les mouvements charismatiques il y a eu aussi la promotion d'un Esprit Saint flou et sans consistance comme autorité pour guider les âmes et permettre ainsi un peu n'importe quoi.

Le deuxième point consiste dans le renversement des valeurs qui fondent la société. Là où, dans un ordre sain, l'individu est naturellement partie d'une famille, puis d'une corporation et par là d'un pays, avec comme principe la vertu à pratiquer avant le bien matériel à produire, la révolution retourne ces valeurs, prône le bien de l'individu⁸ avant toute chose et engendre un état de fait où les réalités matérielles et l'économie ont plus d'importance que la vertu et l'agir droit et juste. Le bien commun (fin et perfection de la société) n'a plus aucune consistance puisque seuls les droits de l'homme (comme individu) fondent désormais la vie en société. L'apophtegme de Pascal trouve ici toute sa vérité : « N'ayant pu faire que ce qui est juste fût fort, ils ont fait que ce qui est fort fût juste. »

La même chose est observable dans l'Eglise avec cette nouvelle définition d'un peuple de Dieu où la distinction entre clercs et laïcs est gommée, et un pouvoir toujours plus grand est donné aux laïcs au détriment des princes de l'Eglise. On en voit l'application aujourd'hui avec la promotion de la synodalité. Le modernisme a aussi renversé la notion de foi et la nécessité des sacrements (bien commun de l'Eglise)

⁸ L'un des premières lois révolutionnaires votées est la loi Le Chapelier, le 14 juin 1791, qui interdit tout rassemblement professionnel.

en apportant les notions de subjectivité, de sincérité, de conscience personnelle.

LE CHAOS

Ces principes faux et destructeurs ont naturellement engendré le désordre. La révolution n'est pas le fait des armes et du sang qui a coulé. Ceci n'est que la conséquence des principes distillés par les révolutionnaires. Dès lors que l'autorité est renversée, l'unité est brisée, les parties sont éclatées et ne trouvent plus leur raison d'être, ni leur ordination au bien commun et par là à leur fin.

La dislocation des parties a naturellement engendré un état d'égoïsme où la partie se prend pour un tout autonome. L'homme livré à lui-même se retrouve seul maître de lui-même. On comprend comment l'anarchie gagne un peuple où une telle mentalité règne. L'homme devient un loup pour l'homme selon la célèbre formule de Hobbes, et les semblables sont obligés de réaliser un pacte pour s'entendre, se protéger et se défendre. La société devient alors une cautère sur une jambe de bois, un tout artificiel où l'homme n'est pas partie d'un tout, mais reste un tout autonome qui fait alliance avec d'autres. Le bien commun est remplacé par le bien individuel que chacun recherche très librement, mais sans offenser la liberté de l'autre.

Un tel état n'est plus un ordre, un tout. C'est une simple juxtaposition fragile et instable d'individus incapables de chercher autre chose que leur confort personnel et matériel.

Les valeurs qui fondaient une société naturelle, telle que la vertu, la paix, l'honneur, la générosité, le don de soi, et finalement la joie commune d'un agir collectif et unifié a cédé la place à un hédonisme toujours insatisfait, un matérialisme qui ne comble jamais assez, un égoïsme de chacun pour soi, et au final une tristesse et un désespoir de ne jamais trouver le bonheur que seule la société naturelle pouvait apporter.

Il suffit de regarder nos sociétés occidentales pour s'apercevoir que notre monde vit dans ce chaos et a perdu toutes les valeurs qui façonnaient le bonheur des peuples d'antan.

L'Église d'après Vatican II n'est pas en reste. En s'ouvrant au monde et aux principes de 1789, selon l'expression du cardinal Ratzinger, elle a fait sa propre révolution. Conséquence : l'autorité ecclésiastique a perdu son poids, les églises se sont vidées, Dieu a été abandonné et les religions sont mises sur pied d'égalité dans un syncrétisme fragile où le dialogue reste impossible sauf à parler d'autre chose que de foi.

Il est naturel que la vue d'un tel état et la compréhension des principes sous-tendus ait mené les âmes de bonne foi à aller à l'encontre de ces dérives mortifères. C'est ce que l'on appelle de façon générale la contre-révolution.

La contre-révolution : ce qu'elle doit être

UN MOT NOUVEAU

Le mot *contre-révolution* est récent. Il date de la révolution dite française et veut définir le courant qui s'oppose à cette première révolution puis à toute révolution par la suite (industrielle, bolchevique, etc...). Le contre-révolutionnaire de la fin du XVIII^e siècle est donc un réactionnaire qui veut lutter contre la révolution et retrouver la société de l'Ancien Régime.

On trouve dans ce mouvement plusieurs lignes de pensées (religieuse, politique, pratique, légitimiste, nationaliste...). De grands noms cependant se détachent et façonnent le courant. Parmi les plus connus, citons Joseph de Maistre, Louis de Bonald, Augustin Barruel, Antoine Blanc de Saint-Bonnet, Monseigneur Gaume, Monseigneur de Ségur, Donoso Cortés.

Si la lecture des auteurs qui précèdent est non seulement utile mais aussi instructive, nous essaierons cependant pour la suite de notre étude, de ne réduire ce mot de contre-révolution à aucune idée préconçue sinon celle de lutter efficacement contre la révolution française d'une part (et donc politique) et religieuse d'autre part (c'est-à-dire cette révolution issue du concile Vatican II).

Ce qui suit se veut donc une réflexion personnelle, certes dans la ligne des penseurs précédents, mais qui n'engage que l'auteur de ces lignes.

RETOUR À L'ORDRE

L'idée même de contre-révolution consiste à combattre la révolution. Mais il ne s'agit pas de lutter pour lutter. La révolution est un renversement tel que le désordre s'installe en maître. Ainsi toute contre-révolution digne de ce nom, par-delà son opposition à la révolution, vise à retrouver un ordre politique et social.

Un tel but, si noble soit-il, nécessite par conséquent de connaître les principes de la vie en société. La contre-révolution passe donc par une connaissance spéculative de la philosophie politique. Cette connaissance est d'autant plus délicate que par nature la philosophie politique est une science pratique.

Comme nous l'avons dit plus haut⁹, la société est philosophiquement un tout d'ordre ordonnée à un bien commun sous l'autorité d'un prince.¹⁰

Le premier principe consiste à comprendre que la société est naturelle et non pas artificielle, qu'il n'y a pas de contrat social qui tienne

⁹ Cf. page 4.

¹⁰ Ce dernier mot est à prendre au sens étymologique d'un principe ou d'un *principes* en latin. Il ne s'agit en aucun cas de déterminer la forme du gouvernement (monarchie tempérée ou non, aristocratie, république, démocratie, etc...). Il s'agit d'affirmer qu'aucune société ne peut demeurer telle sans un principe de gouvernement.

la route et que l'homme ne peut trouver de bonheur que dans une société dont il est partie. La société n'est pas une simple juxtaposition. L'homme s'y insère naturellement et nécessairement comme les membres d'un corps sont au service du tout sans autonomie.

Le deuxième principe repose sur la relation de partie et de tout. Il faut affirmer que la partie la plus infime de la société, ce n'est pas l'homme individuel : on justifierait par là les principes révolutionnaires des droits de l'homme. La partie (appelée aussi philosophiquement cause matérielle) de la société politique, ce sont les plus petites sociétés telles que la famille, le village, la profession (autrefois appelée corporation). Quand Aristote affirme que l'homme est naturellement social, il manifeste que l'homme naît¹¹ par et dans une société d'une part, et d'autre part qu'il ne peut échapper à la vie en société durant toute son existence. L'adverbe naturellement enveloppe une réalité qui définit l'homme dans son être. Sa conception, sa naissance, son être sont déjà une réalité sociale et politique.

Le troisième principe découle de ce qui précède : l'homme trouve son bonheur ou sa perfection dans et par la société. Le bien commun est la réalisation du bien personnel de l'homme. Il n'y pas d'exclusion possible. L'homme ne peut trouver une perfection en dehors de la vie politique, ni même en soumettant le politique à l'ordre individuel. Le personnalisme, très en vogue depuis le XX^e siècle, ainsi que l'individualisme, ne peuvent qu'engendrer une forme d'anarchie parce qu'en voulant soumettre le bien commun à la personne, celui-ci devient comme individualisé et perd ce qu'il a de commun et d'universel. Chacun tirera à lui et à sa façon ce qu'il entend du bien commun.

Le dernier principe est celui de l'autorité. Il ne s'agit pas de défendre l'autoritarisme au sens où le chef serait un absolu qui ne peut jamais être discuté ni remis en cause. L'autorité est le principe qui fait

¹¹ Nature vient de *nascor* en latin qui signifie naître.

le lien entre toutes les parties et les unifie. L'autorité n'est pas un principe suprême. Elle est elle-même ordonnée au bien commun et à la fin de la société et partant à la perfection de ses membres. Mais c'est l'autorité qui coordonne, unifie, donne l'impulsion, organise et défend. Elle est elle-même une partie de la société, comme la tête est partie du corps, mais elle est la partie principale. Il n'y a pas d'antinomie, de contradiction ni d'opposition entre les membres de la société et l'autorité. Il ne devrait pas non plus y avoir rapport de force, même si l'autorité a parfois besoin de force pour s'exercer. L'autorité bien comprise est une forme de paternité, c'est-à-dire d'amour du bien commun et des membres de la société, amour qui permet à la fois la sauvegarde du bien commun et le désir pour les membres de l'obtenir.

Il s'ensuit que ce qui définit aussi la partie, c'est sa soumission et le don de soi pour le tout. Ce qui est instinctif chez les animaux (la mère se sacrifie pour sa progéniture) et dans le corps humain (les mains protègent naturellement le corps et la tête en particulier) devrait être compris et raisonné dans l'ordre politique et spirituel. Tout société réclame soumission volontaire et don de soi par amour du bien commun et donc de sa propre perfection. Malheureusement, et cet amour et cet esprit de sacrifice ont été blessés par le péché originel et les tendances de société athées, ces dernières ayant par définition rejeté le principe de finalité qu'est Dieu.

Dans l'ordre surnaturel, les principes sont les mêmes. L'individualisme (tel le protestantisme) n'ont pas leur place dans l'Eglise. Certes, l'ordre surnaturel consacre une perfection personnelle et une relation intime et personnelle avec Dieu, mais cela ne peut se faire que dans et par l'Eglise. Et la foi ajoute que Dieu est trinitaire et donc société de trois personnes en une nature. C'est pourquoi la béatitude elle-même est appelée société des bienheureux introduits dans la société trinitaire. Plus que dans toute autre société naturelle, l'esprit de sacrifice est au cœur de l'Eglise, comme il est au cœur de la vie de Notre-Seigneur. Ce dernier est vraiment clé de voûte (autorité suprême

de l'Eglise) ou pierre d'achoppement pour ceux qui le refusent. Tout est lié.¹²

APPLICATION DES PRINCIPES

De prime abord, cela semble facile et simple. Les principes une fois connus, il reste seulement à les appliquer.

Remettre de l'ordre, c'est refonder les sociétés qui cimentent la base de la vie politique (familles, villages, métiers, etc...), les ordonner entre elles en vue d'un bien supérieur. C'est donc retrouver l'esprit des corporations contre l'esprit syndicaliste moderne, c'est revenir sur la « lutte des classe » telle qu'on peut la vivre aujourd'hui, mais c'est aussi promouvoir une saine émulation entre société qui ne doit être en aucun cas la guerre de l'une contre l'autre. Faire cohabiter tout ce monde dans la paix est finalement une gageure, parce qu'il faudra changer les mentalités modernes.

Remettre de l'ordre passe aussi par une redéfinition du bonheur. La richesse ne fait pas tout et le diction le dit : l'argent ne fait pas le bonheur. La raison est simple : l'argent est d'ordre matériel, tandis que la noblesse de l'homme est spirituelle. L'argent et les biens matériels peuvent donc bien donner des conditions d'épanouissement, mais pas plus. Le bonheur étant spirituel, il réside dans la connaissance de la vérité et la pratique de la paix. Là encore ce sont des mentalités entières qu'il faut changer, et pour cela, la vertu doit être rendue aimable. Seule la redéfinition d'une véritable amitié¹³, fondée sur

¹² Le concile Vatican II et plus exactement l'esprit de ce concile a tout changé. Esprit de sacrifice qui devait être une offrande à Dieu, bien commun suprême, devient humanitarisme, la foi devient conscience personnelle, la charité est amour de l'homme, l'autorité devient service qui vient sanctionner la croyance populaire. Avec presque un siècle d'avance, le pape saint Pie X avait parfaitement dénoncé ces forfaitures dans son encyclique à méditer, *Pascendi* (1903).

¹³ On se reportera volontiers aux livres 8 et 9 de l'*Ethique à Nicomaque* d'Aristote pour une étude approfondie et jamais égalée sur l'amitié.

les biens les plus nobles peut alors permettre à une société de se relever.

Redonner à l'autorité une véritable paternité suppose aussi de refonder la vie en société sur la vertu de justice et l'amour du vrai bien. Sans justice, aucune autorité ne peut tenir sauf à se transformer en tyrannie. Mais avec la vertu de justice, l'autorité est considérée à sa juste valeur par les inférieurs et est aimée. Car elle retrouve ses lettres de noblesse : par la justice, l'autorité ordonne dans tous les sens du terme : elle ordonne en mettant de l'ordre, elle ordonne en donnant de bons ordres, elle ordonne en conduisant à la fin qu'est la béatitude.

Mais si les idées à appliquer semblent faciles, l'application elle-même demande une réflexion plus poussée des conditions de leur réalisation, ce qui suppose de connaître les conditions de la Révolution elle-même.

Les moyens de la contre-révolution

NI NOSTALGIE, NI RETOUR EN ARRIÈRE

La restauration d'un certain ordre n'est pas l'instauration du paradis sur terre. Ces thèses marxistes sont aux antipodes de la foi catholique, mais aussi du simple bon sens. La Révolution a toujours été l'utopie d'un monde meilleur et parfait. Mais par définition, cela n'existe pas.¹⁴

Restaurer un ordre politique, c'est retrouver une société qui redonne à l'homme sa vraie grandeur (la civilisation) ainsi qu'une partie de son bonheur.

Cela suppose aussi de viser la fin dernière de l'homme. La fin dernière, c'est le bonheur ultime appelé aussi béatitude. Or si l'on

¹⁴ Le mot utopie est un terme inventé par Thomas More pour son célèbre ouvrage. Littéralement ce mot signifie qui n'est en aucun lieu. *A contrario*, ces délires révolutionnaires ont finalement donné lieu à des sociétés dystopiques.

considère d'une part que l'homme aspire à une vie sans fin (éternelle) et d'autre part que l'homme ne peut trouver son bonheur ici-bas, on comprend que seule la religion¹⁵ – et la religion catholique¹⁶ – peut apporter le bonheur à l'homme.

C'est pourquoi une restauration politique qui se passerait d'une saine coopération avec l'Eglise catholique est vouée à l'échec.¹⁷

On peut donc imaginer une contre révolution naturelle, purement humaine et athée. Il est cependant certain qu'elle ne pourra jamais aboutir parce qu'elle se transformerait en une forme de révolution bolchévique où le bonheur de l'homme serait recherché sur terre.

Cependant, il serait faux de croire que le modèle de la contre révolution serait à rechercher dans le passé. Il existe de nombreuses associations qui revendiquent les valeurs passées, le retour à un ancien régime, à une société d'antan. Il s'agit là d'un rêve.

Qu'une bonne société ait existé ne fait aucun doute. Qu'elle ait existé parce qu'elle avait de bons principes et une saine philosophie est une vérité certaine. Mais qu'elle puisse exister telle quelle est une erreur. Pire, une illusion.

Une société n'est pas une substance ou un être mathématique qui serait toujours identique à lui-même.¹⁸ Les nostalgiques, les passésistes,

¹⁵ Que la religion soit nécessaire ne pose aucun problème. C'est une vérité naturelle que l'homme est religieux parce qu'il est une créature et que toute créature dépend d'un créateur. Il faut attendre ces derniers siècles pour rencontrer l'athéisme qui est une absurdité.

¹⁶ Que la religion catholique soit la seule vraie dépasse le cadre de cette conférence. Mais il faut simplement reprendre l'étude de l'histoire et de l'apologétique pour le constater.

¹⁷ C'est ce que saint Ignace a parfaitement vu. L'un des principaux buts des jésuites était de rencontrer les princes et chef d'état afin de les convertir et par eux de convertir la société. C'est une façon radicale et efficace (mais qui a hélas souvent échoué) de convertir une société sans avoir à la rebâtir. On comprend pourquoi les jésuites ont été pris en telle haine de la part des révolutionnaires et pourquoi ces derniers ont tout fait pour les combattre, les chasser et les annihiler si c'eut été possible.

¹⁸ C'est un gros problèmes de nos temps modernes (depuis le XVII^e siècle) où les sciences physiques (ou plus exactement physico-mathématique) ont pris le dessus sur

les traditionalistes sont souvent ces personnes qui pensent au passé et non au présent, qui rêvent une société qui n'existe plus pour mieux fuir la société présente dans laquelle ils vivent. Ce contraste entre un passé qui leur semble idéal et un présent qui est catastrophique engendre souvent une forme de désespoir, donc d'absence de réaction et de combat. Cependant, s'il existe une réaction, elle devient un attachement aux valeurs du passé pour elles-mêmes, tel celui qui garderait chez lui les squelettes de ces ancêtres pour continuer à vivre avec eux dans le passé.

Qu'elle soit catholique ou simplement politique, une telle conception de la vie ne peut en aucun cas être contre révolutionnaire. L'attachement aux valeurs du passé n'est pas l'attachement au passé : les valeurs sont universelles, le passé est particulier. La littérature romantique du XIX^e siècle a, de ce point de vue, créé une nostalgie contraire à la saine réaction d'un contre révolutionnaire.

Dans les sociétés passées, il faut donc savoir reconnaître leur bonté, et tout ce qui a concouru. C'est ainsi que l'on peut puiser les valeurs universelles qui s'y trouvent. En aucun cas il ne s'agit de refonder ces sociétés comme si elles étaient le modèle unique des sociétés futures.

Un homme ne peut jamais retrouver ni vivre de la façon dont il a vécu plusieurs années auparavant. De même l'imitation des parents n'est pas la reproduction de leurs faits et gestes dans un contexte passéiste. Elle est plutôt l'adaptation au présent des vertus honorables qu'ils ont vécues à leur époque.

Une saine contre-révolution est donc une adaptation à l'époque présente. Mais avant cela, elle suppose une autre réflexion.

tout autre formation. Car l'imprégnation de telles sciences engendre un idéalisme philosophique qui fait rêver les choses dans une perfection qui n'est ni naturelle, ni réelle. Mais le rêve (ou l'espoir) fait vivre...

RÉFLEXION SUR LES CAUSES PROFONDES DE LA RÉVOLUTION

L'attachement au passé pour lui-même est finalement un état d'esprit sentimental, nostalgique, mais certainement pas raisonnable ni politique. La réflexion doit prendre le pas sur les passions sensibles de l'âme.

Cette réflexion cherche à regarder d'abord le passé en toute honnêteté. Si la révolution a été possible, c'est qu'elle a été rendue possible. Et ce, par la société elle-même qui portait en elle les germes de sa destruction.

La mort de l'homme s'explique par sa matière qui porte en elle-même les germes de sa décomposition qui mène à sa destruction. La société n'échappe pas à cette loi, composée qu'elle est d'hommes qui vont et viennent, de progrès techniques qui changent les paradigmes, de sociétés économiques¹⁹ qui fluctuent selon les temps et les lieux.

La révolution dite française, tout comme la révolution initiée par le concile Vatican II ne sont donc pas le fruit unique d'éléments exogènes. Il faut aussi rechercher ces éléments endogènes, intérieurs à la France ou à l'Eglise pour comprendre, non seulement pourquoi et comment ces révolutions ont été possibles, mais surtout pour chercher les causes d'une décadence qui pourrait sembler inéluctable.

Il existe une première explication qui n'a rien de philosophique parce qu'elle est pleinement théologique et nécessite d'avoir la foi. Il s'agit du péché originel qui a blessé l'homme en laissant dans son âme (intelligence, volonté, irascible et concupiscible) une propension au mal et à l'anarchie, de sorte que les puissances inférieures ne sont pas

¹⁹ Au sens aristotélicien du terme, c'est-à-dire de ces sociétés intermédiaires qui sont insuffisantes en elles-mêmes pour atteindre à l'autonomie et être appelées sociétés parfaites comme l'est la cité.

toujours soumises aux supérieures et recherchent leur bien propre qui n'est pas toujours le bien de l'homme tout entier.²⁰ L'anarchie politique et religieuse à laquelle nous assistons aujourd'hui est comme un écho de l'anarchie personnelle que chaque individu peut éprouver dans sa vie.²¹

Ce premier germe de corruption, savoir l'homme individuel blessé, ne peut être restauré et guéri que par la grâce que donnent la religion et l'Eglise catholique. Par conséquent, une société qui connaît cette propension au mal de l'homme et veut le combattre et lui apporter un véritable bonheur, ne peut faire l'économie d'une véritable coopération avec l'Eglise catholique.

En vérité, comprendre les ruptures ou la décadence d'une société, c'est analyser les raisons internes qui ont provoqué ou permis une telle possibilité. La révolution française est le fruit des Lumières, des salons littéraires, d'une certaine décadence des mœurs. Il faut donc s'interroger sur les responsabilités du pouvoir en place, de l'omnipotence d'un Louis XIV, de l'étatisme préparant le jacobinisme, des influences de l'honnête homme tant vanté et qui n'était plus qu'une façade de vertu, de la place prépondérante et néfaste du gallicanisme, d'un cléricalisme peut-être déjà un peu trop présent, du renoncement à la véritable noblesse, des alliances externes, des luttes contre des états catholiques au profit de religions fausses et condamnées, de l'incapacité à juguler

²⁰ Ces notions trop rapides nécessitent d'une part de connaître la psychologie de l'homme, c'est-à-dire l'âme humaine et ses puissances, et d'autre part de maîtriser les notions de fin, de bien et de bonheur telles qu'elles sont exposées dans les ouvrages raisonnables d'éthique. On se reportera avec fruit à l'*Ethique à Nicomaque* d'Aristote, ouvrage qui n'a jamais été égalé tant par sa précision que par sa profondeur de réflexion.

²¹ Il y aurait une étude à mener sur les conséquences du péché originel dans la société. En effet, la collecte de la fête du Christ-Roi s'exprime ainsi : « Accordez dans votre bonté, que toutes les familles des nations, qui vivent en désaccord à cause de la blessure du péché, se soumettent à son très doux pouvoir... »

les nouvelles philosophies, de la séparation qui s'opérait petit à petit entre le politique et la science ou les arts, de l'indépendance des sciences.²²

En un mot, il est en réalité possible d'affirmer que la révolution française est le produit d'une France qui avait déjà amorcé une décadence en raison de tensions insurmontables.²³

Il faut affirmer que les idées révolutionnaires, par définition, sont condamnables. Mais elles le sont parce qu'elles sont révolutionnaires. Autrement dit, il faut distinguer dans ces idées un double aspect. D'une part il y a l'idée en tant que révolutionnaire, c'est-à-dire celle qui veut détruire un ordre, une unité et une fin. D'autre part, dans cette idée, et étant ôtée « l'exagération » propre à ce qu'elle a de révolutionnaire, on trouve une vérité captive qui exprime la limite de la société qui entre en révolution. C'est cette limite, qui pour n'avoir pas été entrevue ou réfléchie, a rendu la société apte à subir une révolution. Pour résumée, c'est l'évolution de la société et l'inadaptation de sa structure qui rendent possible la révolution.

²² Cette rupture a été définitivement consacrée par le succès de la philosophie cartésienne. Descartes ne voit plus l'unité des êtres matériels ni même du monde et de sa finalité. Pour Descartes, l'homme est de façon duelle âme et corps, esprit et matière. Depuis, les sciences sont désunifiées : il y a désormais les sciences dites physiques d'une part, c'est-à-dire celles de la matière, et les sciences littéraires et philosophiques d'autre part. La conséquence politique surviendra plus tard par la désunion et la séparation de l'Eglise et de l'Etat.

²³ Dans les milieux catholiques et particulièrement traditionalistes on entretient admiration exagérée pour le XVII^e siècle. C'est une erreur et une mauvaise compréhension de l'histoire et de ce siècle. Le XVIII^e siècle suit le XVII^e et en est la conséquence. Car le XVII^e siècle est d'abord le siècle de Descartes et l'amorce de toutes les idées révolutionnaires qui n'ont jamais été combattues. C'est aussi le siècle de l'honnête homme que l'on aime tant vanter en littérature alors qu'en réalité cet honnête homme n'est plus qu'une façade qui, une fois disparue, sera incapable de s'opposer au mouvement révolutionnaire.

Les mêmes réflexions doivent s'appliquer à l'Eglise dans toute la période qui a précédé la concile Vatican II. Certes, de nombreux états ont combattu l'Eglise, l'isolant le plus possible. Mais cette même Eglise s'est retrouvée face aux progrès techniques, à de nouvelles questions théologiques, morales et liturgiques qui ne lui permettent de vivre seulement des acquis passés.

Pour résumer, la décadence de la société provient en grande partie des tensions qui existent entre idées anciennes et actuelles. Ces tensions mal ou non résolues précèdent la révolution, la rendent possible et en sont d'une certaine façon le ferment.

C'est pourquoi la contre révolution doit s'adapter sans tomber dans le relativisme ou l'abandon des principes philosophiques et politiques.

ADAPTATION À LA RÉALITÉ ET SAINTE ÉVOLUTION DANS L'APPLICATION DES PRINCIPES

Comme nous l'avons dit plus haut, la connaissance philosophique des principes politiques est nécessaires. Mais, Aristote insiste à juste titre : la politique est une science pratique.

Une science pratique est une science qui a pour but l'action, l'activité et pas seulement la connaissance. C'est là que surgit certainement la plus grande difficulté de l'action politique et par conséquent des activités contre-révolutionnaires.

Car un principe est universel. Mais une action est particulière et s'insère dans une détermination qui la rend individuelle. La plus grande difficulté consiste donc à tenir le principe dans ce qu'il a d'universel et donc de vrai, mais à l'appliquer avec la souplesse qui le rend conforme à la réalité concrète telle qu'elle se présente.²⁴

²⁴ On voit par là la très grande difficulté à étudier l'histoire des siècles dont nous sommes plus éloignés. Il est facile en effet de juger des décisions des princes, chefs, rois et papes à l'aune des principes. Il est autrement plus difficile de mesurer la portée de

Une restauration ou contre-révolution suppose par conséquent de renoncer à tout idéalisme. Il est facile de penser ou d'imaginer la société idéale. Il est impossible de la réaliser à cause même de la réalité contingente et matérielle.

Le renoncement à l'idéalisme n'est pas l'abandon des principes, loin s'en faut. Il est l'adaptation souple et réaliste mais sans trahison des principes. Cela découle de ce que nous disions dans les parties précédentes. Le retour exact à ce qui a existé n'est pas possible : les sociétés ont changé, les mœurs ne sont plus les mêmes, les circonstances sont autres. Seuls demeurent les principes...

Toute culture contient les germes de sa propre destruction. La grandeur et le déclin sont les deux faces d'une seule et même médaille. L'histoire montre que toute société finit par provoquer elle-même sa propre chute. Les raisons de leur succès sont toujours celles de leur mort.

Pas d'idéalisme, c'est-à-dire pas de rêve. La restauration ou contre-révolution appartient donc à cette catégorie d'hommes politiques au sens noble du terme, c'est-à-dire prudents.

Finalement, la vertu nécessaire à une saine et efficace contre-révolution est la même vertu qui définit l'agir politique. Telle est la vertu de prudence.

Elle est essentiellement une vertu intellectuelle : son siège est l'intelligence elle-même. C'est pourquoi l'action contre-révolutionnaire commence par une formation solide en philosophie politique (laquelle suppose des bases de cosmologie, de psychologie et d'éthique).

leur décision dans les circonstances qui étaient les leurs et auxquelles nous n'avons pas entièrement accès. D'où la question lancinante de savoir si l'histoire est vraiment une science. Cependant, s'il est parfois difficile ou impossible de juger des faits, il est toutefois possible d'en tirer des conclusions qui peuvent servir de principes d'action ou rendre encore plus prudente l'action présente.

Mais la prudence appartient à l'intellect pratique : elle est ordonnée à l'action, au commandement qui en est l'acte par excellence. D'où la nécessité de former de vrais chefs, capables d'entendre des conseils, de juger ce qu'il faut faire concrètement et d'être rassembleurs afin de pouvoir commander. La vertu de prudence est le commandement équilibré qui procède d'un jugement pratique sur ce qu'il faut faire. Ce dernier lui-même suppose d'une part la connaissance des principes et d'autres part l'examen des circonstances présentes.

La vertu de prudence ne vient pas en un clin d'œil. Elle est comme le résultat d'une accumulation de qualités dont l'acquisition prend du temps et nécessite de bien s'entourer. Elle est une expérience de vie où connaissances spéculative et pratique ont à ce point fusionné que le prudent voit le principe dans la réalité individuelle.

Cette expérience demande une véritable formation. Saint Thomas d'Aquin requiert huit parties intégrantes à la formation complète de cette vertu : la mémoire ou connaissance des actions passées, l'intelligence des principes les plus élevés d'où découlent les conclusions, la docilité à se laisser instruire des réalités particulières, la sagacité ou la juste estimation de ce qui est à faire, la raison à bien délibérer, la prévoyance à tout ordonner à la fin, la circonspection qui juge droitement des différentes circonstances, et la précaution qui consiste à démêler le vrai du faux.

Voilà ce qui concourt à la prudence. Voilà ce qui fera le chef contre révolutionnaire. La fougue de la jeunesse est excellente pour l'action, mais elle nécessite d'être jugulée par la sagesse des anciens. Dans une société où même les différents âges (enfants, adolescents, jeunes adultes et anciens) ont été cloisonnés (et c'est malheureusement le cas dans les milieux de la tradition catholique), il semble finalement qu'une action contre révolutionnaire sera toujours vouée à l'échec. Il faut d'abord retrouver l'unité de la société où les jeunes côtoient les plus âgés et apprennent d'eux. Seule cette unité une fois restaurée (unité qui provient de la famille puis des professions et des villages)

pourra laisser l'espoir d'un renouveau de la société et d'un combat contre-révolutionnaire véritable et fructueux.

Conclusion

La révolution, si elle est sanglante et manifeste dans les actes (praxis) est aussi le fruit d'une pensée et de principes destructeurs de la société. L'unité des parties de la société en un tout ordonné vole en éclat, l'ordre lui-même disparaît, le principe d'ordre qu'est l'autorité est contesté quand il n'est pas supprimé, et le bien commun, fin de la société, n'est plus recherché.

Selon le célèbre mot de Joseph de Maistre, la contre révolution n'est pas une révolution contraire, mais le contraire de la révolution. Autrement dit, ce n'est pas une révolution au sens d'un nouveau désordre, c'est un retour à l'ordre.

Penser la contre révolution, c'est donc avoir de bons principes, une pensée saine. Mais c'est ensuite passer à l'acte dans un action ordonnée et organisée.

La complexité vient de la connaissance profonde de la révolution. Avoir de sains principes est une bonne chose. Mais penser la révolution dans ses causes profondes, avoir un diagnostic exact d'une société qui comportait en germe ses principes destructeurs en est une autre, bien plus délicate.

Ni passéiste, ni nostalgique, le contre révolutionnaire est à la fois conservateur et innovant. Là seulement se trouve le véritable réalisme qui tient les principes éternels et les adapte à la situation présente. Cela demande parfois de changer les mentalités trop souvent figées dans un traditionalismes restreint et irréfléchi. Cela demande aussi souplesse, adaptation, rénovation et innovation. Le contre révolutionnaire ne se laisse donc ni endormir ni leurrer. Il est malin et inventif. Là où le révolutionnaire divise, désorganise, isole, terrorise, persécute, bloque l'ac-

tion des réactionnaires, le contre révolutionnaire est patient, prudent, organisé, formateur, soudeur des communautés, fort et persévérant !

L'échec des contre révolution provient bien souvent de pensées non abouties, ou tout simplement non réfléchies. Il est aussi lié au manque de cohésion, d'unité et d'audace, d'innovation et d'adaptation. Il est aussi le résultat de l'absence d'une autorité forte, intelligence et unificatrice.

De ce point de vue, la contre révolution en France risque de rester longtemps un échec tant que les mentalités traditionalistes ne comprendront pas que le passé est passé et qu'il n'en faut prendre que les principes pour les adapter sainement aux situations nouvelles : il est vain de vouloir se conformer aux modèles de sociétés qui portaient en elles leur propre corruption.



The counter-revolution

SUMMARY

Dealing with counter-revolution is a tricky business. For while the word “counter-revolution” signifies opposition to revolution, it is first important to get to grips with the principles of revolution. And while principles are ideas, their application and implementation presuppose a terrain capable of receiving them—in other words, a society ready for revolution.

It's in this sense that we need to think about a counter-revolution. It's one thing to know the contours and guiding ideas, but quite another to be able to apply and realize them in a society. This is where a good counter-revolution, like a revolution, must unite the philosopher and the politician, the man of ideas and the man of realizations.

Keywords: revolution, counter-revolution, order, authority, individualism, prudence, society

RÉSUMÉ

Traiter de la contre révolution est une tâche délicate. Car si le mot contra révolution signifie une opposition à la révolution, il est important dans un premier temps de cerner de prêt les principes de la révolution. Or si les principes sont des idées pensées, leur application et leur mise en œuvre supposent un terrain apte à les recevoir, autrement dit une société prête à la révolution.

C'est en ce sens qu'il faut penser une contre révolution. En connaître les contours et les idées directrices est une chose, pouvoir les appliquer et les réaliser dans une société en est une autre. C'est là où une bonne contre révolution, comme la révolution, doit savoir unir le philosophe et le politique, l'homme des idées et l'homme des réalisations.

Mots clés : Révolution, Contre révolution, Ordre, Autorité, Individualisme, Prudence, Société

BIBLIOGRAPHIE

- ARISTOTE. *Politiques*. Paris : Flammarion, 2015.
- ARISTOTE. *Ethique à Nicomaque*. Paris : Flammarion, 2004.
- BAINVILLE, Jacques. *Histoire de France*. Rééd. Paris : Perrin, 2022.
- BONNARD, Abel. *Les modérés*. Rééd L&R éditions, 2023 (1936).
- DESCARTES. *Méditations métaphysiques*. Rééd. Paris : Flammarion, 2021.
- DON SARDA Y SALVANI. *Le libéralisme est un péché*. Rééd. Avrillé : Editions du Sel, 2013.
- LACHANCE, o.p., Louis. *L'humanisme politique de saint Thomas d'Aquin*. Paris : Receuil Sirey, 1939.
- MAISTRE, Joseph de. *Considérations sur la France*. Rééd. La délégation des siècles, 2022.
- OLIVEIRA, Plinio de. *Révolution et Contre-Révolution*. Paris : TFP, 1997.
- SAINT THOMAS D'AQUIN. *Somme théologique*. édition de la Revue des Jeunes. Paris : Cerf, 1925–1961.
- VIGUERIE, Jean de. *Histoire du citoyen*. Versailles : Via Romana, 2014.